DEPARTEMENT
TERRITOIRE DE BELFORT

ARRONDISSEMENT

CANTON DE BAVILLIERS

Commune de BAVILLIERS

# EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2015

L'an deux mille quinze, le vingt-quatre septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Bavilliers, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances après convocation légale, sous la présidence d'Éric KOEBERLÉ, Maire.

Présents : Éric KOEBERLÉ – Gabriel PERSONENI – Slimane GHARBI - Daniel TAVERNIER - Joël JUNG - Josiane HAASZ-JUILLARD – José GONÇALVES – Monique LAMBOLEY - Evelyne GONÇALVES - Sylviane HACQUEMAND –Patrick MIRA - Isabelle MAUDUIT - Anne FAUCON - Michaël JUHIN – Didier STAPELFELD - Carole VIDONI - Sandrine FALLACARA

Absents / Excusés : Chantal BUEB - Georges BARANTON - Pascale MAIRE-LANTZ - ARENS Régis - Isabel DATO - Kheira GOFFINET– Mustafa CETIN - Anthony GOBERT - Pierre-Yves MASSON - Isabelle NEHDI

Procurations : Chantal BUEB donne procuration à Eric KOEBERLÉ - Georges BARANTON donne procuration à Daniel TAVERNIER - Pascale MAIRE-LANTZ donne procuration à Anne FAUCON - Isabel DATO donne procuration à Gabriel PERSONENI - Kheira GOFFINET donne procuration à Michaël JUHIN – Mustafa CETIN donne procuration à Slimane GHARBI - Anthony GOBERT donne procuration à Josiane HAASZ-JUILLARD - Pierre-Yves MASSON donne procuration à Carole VIDONI - Isabelle NEHDI donne procuration à Didier STAPELFELD

| Nombre | |
|---|---|
| Conseillers en exercice | 27 |
| Présents | 17 |
| Absents | 10 |
| Procuration | 9 |
| Votants | 26 |

Il a été procédé conformément à l'article L2121-15 du code des collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Conseil : M. Michaël JUHIN ayant obtenu l'unanimité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

**N° 15/089**
**service(s) concerné(s) :**
- Travaux

**Présenté par :**
Éric KOEBERLÉ, Maire

## ÉLABORATION D'UN AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE (Ad'Ap)

L'ordonnance présentée le 25 septembre 2014 a modifié les dispositions législatives de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

À compter de cette date, et avant le 27 septembre 2015, les gestionnaires des Établissements Recevant du Public (ERP) et les Installations Ouvertes au Public (IOP) ont désormais la possibilité, pour mettre leurs établissements en conformité avec les obligations d'accessibilité, de s'engager par la signature d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

L'Agenda d'Accessibilité Programmée permet à tout gestionnaire/propriétaire d'établissement recevant du public de poursuivre ou de réaliser l'accessibilité de son établissement après le 1er janvier 2015.

L'Agenda d'Accessibilité Programmée correspond à un engagement de réaliser des travaux dans un délai déterminé, de les financer et de respecter les règles d'accessibilité.

Il doit être déposé avant le 27 septembre 2015 à la Préfecture.

La Commune de Bavilliers s'est engagée à rendre accessible l'ensemble des bâtiments et I.O.P. de la commune et a élaboré un Agenda d'Accessibilité pour finir de se mettre en conformité et ouvrir l'ensemble des locaux à tous.

Cet agenda va permettre d'échelonner les travaux sur 6 ans et sera déposé en Préfecture avant le 27 septembre 2015.

Préfecture du Territoire de Belfort
29 SEP. 2015
Service courrier

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal **A l'UNANIMITÉ soit 26 VOIX POUR:**

- **DECIDE** l'élaboration d'un Agenda d'Accessibilité pour finir de mettre en conformité les ERP et IOP de la commune
- **AUTORISE** le Maire à prendre toute décision, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision

*Fait à Bavilliers, les jour, mois et an susdits.*
*Tous les membres présents ont signé au registre.*
*Copie certifiée conforme à l'original*

*Convoqué le : le 17 septembre 2015*
*Exécutoire le :* 29/09/15
*Affiché le :* 1er/10/15

MAIRIE de BAVILLIERS 90800

Éric KOEBERLÉ,
Maire

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé
de la construction

# Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)

Veuillez cocher les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reporter le numéro correspondant sur la pièce jointe.

**L'attention du demandeur est attirée sur le fait que la commission d'accessibilité pourra lui demander des pièces complémentaires si la compréhension du projet le nécessite.**

| Pièces | | Numéro de la pièce | Nombre d'exemplaires à fournir |
|---|---|---|---|
| Imprimé de demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée | ☒ | 1 | 2 |

## Dossier destiné à la vérification de la demande d'approbation de l'Agenda d'accessibilité programmée

| Pièces | | Numéro de la pièce | Nombre d'exemplaires à fournir |
|---|---|---|---|
| Si votre demande concerne plusieurs établissements et installations, ou uniquement des installations ouvertes au public<br>– un projet stratégique de mise en accessibilité de l'ensemble des établissements et installations qui décrit :<br>• les orientations et les priorités, notamment géographiques, techniques ou de stratégie d'évolution du patrimoine, retenues pour la mise en accessibilité de l'ensemble de ces établissements et installations, ainsi que les raisons de ces choix<br>• les éventuelles mesures de mutualisation ou de substitution proposées pendant la durée de l'agenda<br>• le coût de la mise en accessibilité de l'ensemble des établissements et installations<br>– un tableau reprenant :<br>un calendrier présentant le début et la fin prévisionnels des actions de mise en accessibilité de chaque établissement ou installation de l'agenda sur chacune des périodes et sur chacune des années de la première période, en y précisant le département d'implantation | ☒ | 2 | 2 |
| - Si votre dossier comporte une demande d'étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité (cf. demande d'octroi de périodes supplémentaires) en raison d'une situation financière délicate, les éléments permettant d'apprécier sa situation budgétaire et financière prévus au IV de l'article D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation<br>- Si vous êtes une personne de droit privé ou un établissement public dont les opérations comptables sont exécutées suivant les usages du commerce, l'attestation du commissaire aux comptes ou de l'expert comptable quand elle est exigée par l'arrêté prévu au VI de l'article D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation. | ☐ | 3 | 2 |
| Si le propriétaire ou l'exploitant de cet (ces) établissement(s) ou installation(s) est une collectivité territoriale ou un établissement public, la délibération de, respectivement, son organe délibérant ou son conseil d'administration, l'autorisant à présenter la demande de validation de l'agenda | ☒ | 4 | 2 |
| Si le propriétaire ou l'exploitant de cet (ces) établissement(s) ou installation(s) est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale, les modalités de la politique d'accessibilité menée sur le territoire et tout particulièrement les concertations menées avec les représentants des commerçants sur les questions de voirie et d'accès de leurs établissements recevant du public | ☐ | 5 | 2 |
| Si des concertations ont été menées pendant l'élaboration de l'Agenda avec les partenaires du projet, dont notamment les associations de personnes handicapées, les comptes-rendus des dites concertations | ☐ | 6 | 2 |
| En cas de co-signataires, les engagements financiers de chacun d'eux | ☐ | 7 | 2 |

Préfecture du Terr. de Belfort
29 SEP. 2015
Service Courrier

L'ensemble de ces documents doit être adressé au préfet stipulé à l'article R. 111-19-31 du code de la construction et de l'habitation en version papier et en version électronique à l'adresse adap@nomdudépartement.gouv.fr, hors Paris et départements d'outre-mer

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé
de la construction

# Récépissé de dépôt d'une demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)

Madame, Monsieur,

**Le délai d'instruction de votre dossier est de QUATRE MOIS.**

**Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire** pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier.

Dans ce cas, le délai d'instruction de quatre mois ne commencera à courir qu'à partir de la date de réception de la dernière pièce manquante (article R. 111-19-36 du code de la construction et de l'habitation).

Si toutes les pièces manquantes n'ont pas été fournies dans le délai que l'administration vous aura accordé votre demande sera automatiquement rejetée.

Votre **dossier est complet** et **ne comporte pas de demande** de périodes supplémentaires :

La décision relative à votre demande sera prise dans le délai de quatre mois. À défaut de décision expresse dans ce délai, la demande d'approbation de votre Agenda d'accessibilité programmée est considérée comme accordée.

Votre **dossier est complet et comporte une demande de périodes supplémentaires :**

La décision relative à vos demandes sera prise dans le délai de quatre mois.

1) En cas de décision négative sur la demande de périodes supplémentaires, l'Agenda d'accessibilité programmée est considéré comme refusé.

2) En cas de décision positive sur la demande de périodes supplémentaires et à défaut de décision expresse sur l'Agenda d'accessibilité programmé dans ce délai, l'agenda est considéré comme accepté.

En cas de refus de la demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée, la décision précisera le délai qui vous est laissé pour présenter une nouvelle demande.

*(À remplir par les services préfectoraux)*

**N° de l'Ad'ap** : __ __ __ __ __ __ __ __ __ __ __ __ __

**Identité et adresse du demandeur** :

**Date de dépôt de la demande** : __ __ __ __ __ __ __ __

Le projet est autorisé à défaut de réponse dans le délai de quatre mois sous réserve des dispositions exposées ci-dessus

Cachet de la préfecture,

date et signature :

Délais et voies de recours : Le délai de recours devant le tribunal administratif compétent est de deux mois à compter de la décision approuvant ou non l'Agenda ou, en cas de décision tacite, à compter de la date à laquelle la décision aurait dû être notifiée (dès lors que le dossier avait été complété).

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé
de la construction

cerfa
N° 15246*01

# Demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)

*Articles L. 111-7 et D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation (CCH)*

| | |
|---|---|
| Cadres 1 et 2 | informations nécessaires à l'instruction de la demande d'approbation |
| Cadre 3 | informations nécessaires à la vérification de la demande d'octroi de périodes supplémentaires |
| Cadres 4 et 5 | informations nécessaires à l'instruction de la demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap) |
| Cadre 6 | engagement du (des) demandeur(s) |

| **Vous pouvez utiliser ce formulaire si :** | **Cadre réservé aux services préfectoraux** |
|---|---|
| Vous souhaitez demander l'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap) pour la mise en accessibilité ;<br>- d'un seul établissement recevant du public (ERP) sur plusieurs périodes,<br>- de plusieurs établissements recevant du public (patrimoine comprenant ou non des installations ouvertes au public) sur une ou plusieurs périodes,<br>- ou d'une (des) installation(s) ouverte(s) au public (IOP) sur une période.<br>**Cette demande vous permet d'accomplir les formalités nécessaires.**<br>Dans le cas d'un Ad'ap pour un établissement recevant du public sur une, deux ou trois années, veuillez vous reporter au Cerfa 13824 | **N° de l'Ad'ap :** __ __ __ __ __ __ __ __ __ __ __ __ __<br><br>**Date de réception en préfecture :** __ __ __ __ __ __ __ __ |

## 1. Identité du demandeur et des co-signataires le cas échéant

*Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le chef de file du suivi du dossier dans le cas d'un co-financement.*
*Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs identités sur papier libre.*

**Vous êtes un particulier** Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom Date de naissance ___ ___ _____

**Vous êtes une personne morale**

Raison sociale et Dénomination MAIRIE DE BAVILLIERS

N° SIRET 2 1 9 0 0 0 0 8 0 0 0 0 1 6

Représentant de la personne morale Madame ☐ Monsieur ☒

Nom, prénom le Maire, KOÉBERLÉ Éric

Date de naissance à défaut de N° SIRET

## 2. Coordonnées du demandeur et des co-signataires le cas échéant

*Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre.*

**Adresse**

Numéro 38 Voie Grande Rue François Mitterrand

Lieu-dit Boîte postale

Code postal 90800 Localité BAVILLIERS

Si le demandeur habite à l'étranger Pays Division territoriale

Téléphone fixe 0 3 8 4 5 7 3 8 8 8 Portable __ __ __ __ __ __ __ __ __ __

Indicatif si pays étranger

Adresse électronique mairie @ bavilliers.fr

## 3. Votre dossier concerne

Veuillez vous reporter au :

**Un seul ERP** et votre demande concerne ☐

**deux périodes** de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions) [1] ☐

Nombre d'années demandées :

**trois périodes** de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions) [1] ☐

Nombre d'années demandées :

Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité *d'un seul ERP* lié à des difficultés techniques ou financières (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : Cadre 4

- Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable [2] ☐
- Autre : ☐ à préciser :

**Plusieurs ERP et IOP** et votre demande concerne ☐

**une période** soit 3 ans maximum ☐

Nombre d'années demandées :

**deux périodes** de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions) [1] ☒

Nombre d'années demandées : 6 ans

**trois périodes** de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions) [1] ☐

Nombre d'années demandées :

Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité *d'un ensemble d'ERP* (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : Cadre 5

- Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable [2] ☐
- Autre : ☐ à préciser :

9 ERP concernés dont 6 du 1er groupe

Pour les patrimoines dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe [1] :

Nombre de communes d'implantation :

Nombre de bâtiments concernés :

**Une seule IOP** et votre demande concerne ☐

**une période** soit 3 ans maximum Cadre 4

Nombre d'années demandées :

**Plusieurs IOP** et votre demande concerne ☐

**une période soit 3 ans maximum** Cadre 5

Nombre d'années demandées :

---

[1] Selon les cas, vous devrez démontrer la situation technique ou financière de votre établissement ou que la mise en accessibilité de votre établissement est particulièrement complexe. Les conditions sont définies par l'arrêté pris en application du IV de l'article D. 111-19-34 du Code de la construction et de l'habitation

[2] Pour les personnes de droit privé ou les établissements publics dont les opérations comptables sont exécutées suivant les usages du commerce l'attestation de la situation financière délicate est établie par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable

## 4. Demande d'agenda d'accessibilité programmée pour un seul établissement recevant du public sur 2 ou 3 périodes ou pour une installation ouverte au public sur 1 période

### 4.1 - Adresse du terrain

Nom de l'établissement ou de l'installation

Numéro Voie

Lieu-dit Boîte postale

Code postal Localité

### 4.2 - Classement sécurité incendie de l'ERP : *(Catégorie et type d'exploitation en application de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation)*

### 4.3 - Analyse de la situation de votre établissement ou installation à la date de la demande au regard des obligations d'accessibilité en vigueur

*Veuillez joindre une note annexe si le projet le nécessite*

### 4.4 - Chiffrage et calendrier de la mise en accessibilité de l'établissement ou de l'installation

Les tableaux à renseigner dans la présente section diffèrent selon la durée de l'Ad'ap, la justification de cette durée et la distinction ERP/IOP *(cocher la case correspondante)* :

- Ad'ap portant sur un ERP du 1er groupe (*1ère, 2ème, 3ème ou 4ème catégorie*) et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par l'ampleur des travaux nécessaires (*renseigner uniquement la sous-section 4.4.1*) ☐
- Ad'ap portant sur un ERP et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par des contraintes techniques ou financières (*renseigner uniquement la sous-section 4.4.2*) ☐
- Ad'ap portant sur un ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par des contraintes techniques ou financières (*renseigner uniquement la sous-section 4.4.2*) ☐
- Ad'ap portant sur une IOP et une durée de 1, 2 ou 3 ans (*renseigner uniquement la sous-section 4.4.3*) ☐

#### 4.4.1 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur un ERP du 1er groupe et sur une durée de deux périodes de 3 ans maximum justifiée par l'ampleur des travaux envisagés *(Art. L. 111-7-7 II du CCH)* :

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'établissement peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

| | Actions de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) | Date prévisionnelle de début (mois, semestre…) | Date prévisionnelle de fin (mois, semestre…) |
|---|---|---|---|
| Année 1 | | | |
| Année 2 | | | |
| Année 3 | | | |
| Année 4 | | | |
| Année 5 | | | |
| Année 6 | | | |

*Veuillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité*

| | Estimation financière de la mise en accessibilité |
|---|---|
| Année 1 | |
| Année 2 | |
| Année 3 | |
| Période 2 (années 4, 5 et 6) | |
| Total | |

**4.4.2 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur un ERP et deux ou trois périodes de 3 ans maximum justifiées par des contraintes techniques et financières (Art. L. 111-7-7 III du CCH)**

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'établissement peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

| | Actions de mise en accessibilité envisagées (notion d'« actions » définie plus haut) | Date prévisionnelle de début (mois, semestre…) | Date prévisionnelle de fin (mois, semestre…) |
|---|---|---|---|
| Année 1 | | | |
| Année 2 | | | |
| Année 3 | | | |
| Période 2 (années 4, 5 et 6) | | | |
| Période 3 (années 7, 8 et 9) | | | |

*Veuillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité*

| | Estimation financière de la mise en accessibilité |
|---|---|
| Année 1 | |
| Année 2 | |
| Année 3 | |
| Période 2 | |
| Période 3 | |
| Total | |

**4.4.3 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur une IOP et une période**

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'installation peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

| | Actions de mise en accessibilité envisagées (notion d'« actions » définie plus haut) | Date prévisionnelle de début (mois, semestre…) | Date prévisionnelle de fin (mois, semestre…) |
|---|---|---|---|
| Année 1 | | | |
| Année 2 | | | |
| Année 3 | | | |

*Veuillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité*

| | Estimation financière de la mise en accessibilité |
|---|---|
| Année 1 | |
| Année 2 | |
| Année 3 | |
| Total | |

### 4.5 - Dérogations

Des demandes de dérogation seront-elles susceptibles d'être sollicitées dans le cadre de la mise en œuvre de cet agenda ?

Oui ☐ Dans ce cas, en joindre la liste indicative Non ☐

## 5. Demande d'Agenda d'accessibilité programmée pour plusieurs établissements recevant du public sur 1, 2 ou 3 périodes ou pour plusieurs installations ouvertes au public sur 1 période

### 5.1 – Liste des établissements ou des installations

**Etablissement N° 1**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nom de l'établissement ou de l'installation | VOIR ANNEXE 1 | | |
| Département d'implantation | | Commune d'implantation | |
| Adresse de l'ERP/IOP | | | |
| Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type) | | | |

**Etablissement N° 2**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nom de l'établissement ou de l'installation | | | |
| Département d'implantation | | Commune d'implantation | |
| Adresse de l'ERP/IOP | | | |
| Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type) | | | |

**Etablissement N° 3**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nom de l'établissement ou de l'installation | | | |
| Département d'implantation | | Commune d'implantation | |
| Adresse de l'ERP/IOP | | | |
| Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type) | | | |

*Veuillez joindre une note annexe si la taille de votre patrimoine le nécessite.*

### 5.2 - Analyse synthétique de la situation de vos établissements et/ou installations à la date de la demande au regard des obligations d'accessibilité en vigueur définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 du code de la construction et de l'habitation

VOIR ANNEXE 2

*Veuillez répondre sur papier libre si nécessaire*

### 5.3 - Chiffrage et calendrier de mise en accessibilité

Les tableaux à renseigner dans la présente section diffèrent selon la durée de l'Ad'ap, la justification de cette durée et la distinction ERP/IOP *(cochez la case correspondante)* :

Ad'ap portant sur plusieurs ERP dont au moins un ERP du 1er groupe *(1ère, 2ème, 3ème ou 4ème catégorie)* et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par l'ampleur des travaux nécessaires *(renseignez uniquement la sous-section 5.3.1)* ☒

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par des difficultés techniques ou financières *(renseignez uniquement la sous-section 5.3.2)* ☐

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par des difficultés techniques ou financières *(renseignez uniquement la sous-section 5.3.2)* ☐

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par un patrimoine dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe *(renseignez uniquement la sous-section 5.3.2)* ☐

Ad'ap portant sur plusieurs ERP ou IOP et une durée de 1, 2 ou 3 ans *(renseignez uniquement la sous-section 5.3.3)* ☐

**5.3.1 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur plusieurs ERP/IOP dont un ERP du 1er groupe et sur une durée de deux périodes de 3 ans maximum justifiée par l'ampleur des travaux envisagés (Art. L. 111-7-7 II du CCH) :**

Les actions concourant à la mise en accessibilité des établissements ou installations peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

| Liste des ERP | Département d'implantation | Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l'ERP (notion d'« actions » définie plus haut) | Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP |
|---|---|---|---|
| ERP 1 | VOIR ANNEXE 3 | | |
| ERP 2 | | | |
| ERP 3 | | | |

*Veuillez joindre une note annexe si plus de 3 ERP*

| | ERP concernés par les actions de mise en accessibilité | Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP en question |
|---|---|---|
| Année 1 | ERP 1, 4, 7 et 9 | Diagnostic Etab. 4<br>Travaux de mise en conformité |
| Année 2 | ERP 1, 4, 7, et 9 | Travaux de mise en conformité |
| Année 3 | ERP 4, 5, 6 et 8 | Travaux de mise en conformité |
| Année 4 | ERP 2, 3, 4, 5, 6 et 8 | Travaux de mise en conformité |
| Année 5 | ERP 2 et 3 | Travaux de mise en conformité |
| Année 6 | ERP 2 et 3 | Travaux de mise en conformité |

| | Estimation financière de la mise en accessibilité |
|---|---|
| Année 1 | VOIR ANNEXE 3 |
| Année 2 | |
| Année 3 | |
| Période 2 (année 4, 5 et 6) | |
| Total | |

**5.3.2 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur :**

- **plusieurs ERP et sur une durée de deux ou trois périodes de 3 ans maximum justifiée par des contraintes techniques et financières (Art. L. 111-7-7 III du CCH)**
- **ou un patrimoine dont la mise en accessibilité est complexe selon les critères définis par l'article L. 111-7-7 IV du CCH et sur une durée de trois périodes de trois ans maximum**

Les actions concourant à la mise en accessibilité des établissements peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

| Liste des ERP | Département d'implantation | Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l'ERP (notion d'« actions » définie plus haut) | Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP |
|---|---|---|---|
| ERP 1 | | | |
| ERP 2 | | | |
| ERP 3 | | | |

*Veuillez joindre une note annexe si plus de 3 ERP*

| | ERP concernés par les actions de mise en accessibilité | Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP en question |
|---|---|---|
| Année 1 | | |
| Année 2 | | |
| Année 3 | | |
| Période 2 (années 4, 5 et 6) | | |
| Période 3 (années 7, 8 et 9) | | |

| | Estimation financière de la mise en accessibilité |
|---|---|
| Année 1 | |
| Année 2 | |
| Année 3 | |
| Période 2 (année 4, 5 et 6) | |
| Période 3 (année 7, 8 et 9) | |
| Total | |

**5.3.3 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur plusieurs ERP ou IOP et une période**

Les actions concourant à la mise en accessibilité des installations peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

| Liste des IOP | Département d'implantation | Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l' ERP ou IOP (notion d'« actions » définie plus haut) | Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP ou IOP |
|---|---|---|---|
| ERP/ IOP 1 | | | |
| ERP/ IOP 2 | | | |
| ERP/ IOP 3 | | | |

*Veuillez joindre une note annexe si plus de 3 IOP*

| | ERP/ IOP concernées par les actions de mise en accessibilité | Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP ou l'IOP en question |
|---|---|---|
| Année 1 | | |
| Année 2 | | |
| Année 3 | | |

| | Estimation financière de la mise en accessibilité |
|---|---|
| Année 1 | |
| Année 2 | |
| Année 3 | |
| Total | |

### 5.4 - Éléments de synthèse pour le calendrier prévisionnel de mise en accessibilité de vos établissements et installations

| | | Nombre d'établissements ou installations pour lesquels la mise en accessibilité est achevée dans l'année ou la période | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1e cat | 2e cat | 3e cat | 4e cat | 5e cat | IOP |
| Période 1 | Année 1 | VOIR | | | | | |
| | Année 2 | ANNEXE 4 | | | | | |
| | Année 3 | | | | | | |
| Période 2 | | | | | | | |
| Période 3 | | | | | | | |
| | TOTAL : | | | | | | |

### 5.5 - Dérogations

Des demandes de dérogation seront-elles susceptibles d'être sollicitées dans le cadre de la mise en œuvre de cet agenda ?

Oui ☒ dans ce cas, en joindre la liste indicative (ANNEXE 5) Non ☐

## 6. Engagement du demandeur et des co-signataires le cas échéant

J'atteste avoir qualité pour demander l'approbation du présent Agenda d'accessibilité programmée :

Je (nous) soussigné(s), auteur(s) de la demande, certifie (ions) exacts les renseignements qui y sont contenus.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier et par les chapitres II et III du titre II du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment celles concernant l'accessibilité et m'engage à respecter les règles du code de la construction et de l'habitation.

Le Maire,
Éric KOEBERLÉ

MAIRIE de BAVILLIERS 90800

Signature du demandeur et des co-signataires le cas échéant

A BAVILLIERS

Le 25/09/2015

Préfecture du Terr de Belfort
29 SEP. 2015
Service Courrier

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre ☒

Si vous êtes un particulier : La loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant lorsqu'ils ne portent pas atteinte à la recherche d'infractions fiscales et la possibilité de rectification sous réserve des procédures prévues au code général des impôts et au Livre des procédures fiscales. Ces droits peuvent être exercés à la préfecture. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande

Bavilliers
la douceur de ville

# Annexe n° ①

LISTE DES ETABLISSEMENTS

Etablissement n° 1

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nom de l'établissement | MAIRIE | | |
| Département d'implantation | 90 – Territoire de Belfort | Commune d'implantation | 90800 - Bavilliers |
| Adresse de l'ERP | 38 Grande Rue F. Mitterrand | | |
| Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type) | Cat. 5 – Type W | | |

Etablissement n° 2

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nom de l'établissement | Ecole maternelle PIGNOT | | |
| Département d'implantation | 90 – Territoire de Belfort | Commune d'implantation | 90800 - Bavilliers |
| Adresse de l'ERP | 6 rue de la Libération | | |
| Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type) | Cat. 4 – Type R, N | | |

Etablissement n° 3

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nom de l'établissement | Ecole élémentaire HENRY | | |
| Département d'implantation | 90 – Territoire de Belfort | Commune d'implantation | 90800 - Bavilliers |
| Adresse de l'ERP | 6 rue des Ecoles | | |
| Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type) | Cat. 3 – Type R, N | | |

Etablissement n° 4

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nom de l'établissement | Centre Jean Moulin | | |
| Département d'implantation | 90 – Territoire de Belfort | Commune d'implantation | 90800 - Bavilliers |
| Adresse de l'ERP | Place Jean Moulin | | |
| Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type) | Cat. 4 – Type L | | |

Etablissement n° 5

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nom de l'établissement | Salle d'activités « Les Copains d'Abord » | | |
| Département d'implantation | 90 – Territoire de Belfort | Commune d'implantation | 90800 - Bavilliers |
| Adresse de l'ERP | rue des Ecoles | | |
| Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type) | Cat. 4 – Type L | | |

Etablissement n° 6

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nom de l'établissement | La Courte Echelle | | |
| Département d'implantation | 90 – Territoire de Belfort | Commune d'implantation | 90800 - Bavilliers |
| Adresse de l'ERP | 6 rue de la Libération | | |
| Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type) | Cat. 5 – Type R | | |

Etablissement n° 7

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nom de l'établissement | Eglise | | |
| Département d'implantation | 90 – Territoire de Belfort | Commune d'implantation | 90800 - Bavilliers |
| Adresse de l'ERP | 62 grande Rue F. Mitterrand | | |
| Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type) | Cat. 3 – Type V | | |

Etablissement n° 8

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nom de l'établissement | Gymnase | | |
| Département d'implantation | 90 – Territoire de Belfort | Commune d'implantation | 90800 - Bavilliers |
| Adresse de l'ERP | rue des Ecoles | | |
| Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type) | Cat. 3 – Type X | | |

Etablissement n° 9

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nom de l'établissement | Cabinet Médical | | |
| Département d'implantation | 90 – Territoire de Belfort | Commune d'implantation | 90800 - Bavilliers |
| Adresse de l'ERP | 39 Grande rue F. Mitterrand | | |
| Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type) | Cat. 5 – Type U | | |

Bavilliers
la douceur de ville

# Annexe n° ②

## ANALYSE SYNTHETIQUE DE LA SITUATION

En partenariat avec le Conseil Général et QUALICONSULT, les diagnostics de l'accessibilité de nos établissements recevant du public ont été réalisés en 2009/2010.

Pour les 9 établissements qui sont concernés (et listés en annexe 1 de ce dossier) la ville de Bavilliers possède des dossiers individuels qui listent, pour chacun d'eux, les travaux à entreprendre afin de se mettre en conformité.

Toutefois, les établissements numérotés 4 (centre Jean Moulin) et 9 (cabinet médical) n'avaient pas été traités à l'époque car :

- l'établissement 4 était en travaux (agrandissement),
  Le permis de construire a tenu compte des règles d'accessibilité. Toutefois un diagnostic d'ensemble sera réalisé rapidement (la première année).
- l'établissement 9 n'a ouvert qu'en 2015. La notice d'accessibilité le concernant a été validée avec la déclaration de travaux concernant la création de ce nouveau cabinet médical.
  Les remarques de la commission ont donc été respectées. Quelques points particuliers restent à finaliser,

et l'établissement 1 (mairie) a fait l'objet de travaux d'accessibilité en 2014. L'accessibilité a donc également été prise en compte dans la déclaration de travaux. Quelques détails sont encore à traiter.

Stratégiquement, ces 3 ERP, très fréquentés, seront traités prioritairement du fait de leur forte fréquentation et du faible coût de mise en conformité (peu de travaux à réaliser).

Très fréquentés également, les 2 écoles (établissements 2 et 3) ne seront traitées qu'en fin de période du fait du nombre d'actions de mises en conformité à corriger.

Il est toutefois à noter que l'établissement 2 est de plein pied et que l'établissement 3 possède déjà un ascenseur. L'accessibilité y est déjà donc bien prise en compte mais les actions restantes sont nombreuses *(exemple : ensemble des largeurs de portes non-conformes).*

Vous trouverez donc dans ce document, pour tous nos établissements, l'échéancier de traitement des actions correctives ainsi que l'estimation financière correspondante.

Une planification prévisionnelle, sur 6 ans, y est détaillée. Elle est surtout basée sur un découpage financier des investissements à réaliser ; mais aussi en tenant compte de la possibilité de chaque établissement de se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Bavilliers
la douceur de ville

Préfecture du Territoire de Belfort
29 SEP. 2015
Service Courrier

# Annexe n° ③

| Liste des ERP | Département d'implantation | Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l'ERP | Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP |
|---|---|---|---|
| 1 – Mairie | Territoire de Belfort (90) | JANVIER 2016 | DECEMBRE 2017 |
| 2 – Ecole maternelle PIGNOT | | JANVIER 2019 | DECEMBRE 2021 |
| 3 – Ecole élémentaire HENRY | | JANVIER 2019 | DECEMBRE 2021 |
| 4 – Centre Jean Moulin | | JANVIER 2016 | DECEMBRE 2019 |
| 5 – Salle d'activité « Les Copains d'abord » | | JANVIER 2018 | DECEMBRE 2019 |
| 6 – La Courte Echelle | | JANVIER 2018 | DECEMBRE 2019 |
| 7 – Eglise | | JANVIER 2016 | DECEMBRE 2017 |
| 8 – Gymnase | | JANVIER 2018 | DECEMBRE 2019 |
| 9 – Cabinet médical | | JANVIER 2016 | DECEMBRE 2017 |

| | Estimation financière de la mise en accessibilité |
|---|---|
| **Année 1 – 2016** | 22 000 € |
| **Année 2 – 2017** | 22 000 € |
| **Année 3 – 2018** | 26 250 € |
| **Année 4 – 2019** | 136 250 € |
| **Année 5 – 2020** | 110 000 € |
| **Année 6 - 2021** | 110 000 € |
| TOTAL | **426 500 €** (hors Etab. 4 sur les années 1 à 4) |

Pour information, ci-dessous l'estimation financière par établissement :

| Estimation financière de la mise en accessibilité, par établissement | |
|---|---|
| 1 – Mairie | 2000 € |
| 2 – Ecole maternelle PIGNOT | 190 000 € (dont ascenseur) |
| 3 – Ecole élémentaire HENRY | 140 000 € |
| 4 – Centre Jean Moulin | *Diagnostic non réalisé à ce jour* |
| 5 – Salle d'activité « Les Copains d'abord » | 22 000 € |
| 6 – La Courte Echelle | 5500 € |
| 7 – Eglise | 40 000 € |
| 8 – Gymnase | 25 000 € |
| 9 – Cabinet médical | 2000 € |
| TOTAL | **426 500 €** (hors Etab. 4) |

Bavilliers
la douceur de ville

# Annexe n° ④

ELEMENTS DE SYNTHESE

| | | Nombre d'établissements ou installations pour lesquels la mise en accessibilité est achevée dans l'année ou la période | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1ère Cat. | 2ème cat. | 3ème cat. | | 4ème Cat. | | 5ème Cat. | | IOP | | |
| Période 1 | Année 1 | | | | | | | | | | | |
| | Année 2 | | | 1 | (Etab. 7) | | | 2 | (Etab. 1)<br>(Etab. 9) | | | |
| | Année 3 | | | | | | | | | | | |
| Période 2 | Année 4 | | | 1 | (Etab. 8) | 2 | (Etab. 5)<br>(Etab. 4) | 1 | (Etab. 6) | | | |
| | Année 5 | | | | | | | | | | | |
| | Année 6 | | | 1 | (Etab. 3) | 1 | (Etab. 2) | | | | | |
| Période 3 | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | 3 | | 3 | | 3 | | | | |

*Les numéros d'établissements font référence à l'annexe ①*

Bavilliers
la douceur de ville

# Annexe n° ⑤

## LISTE INDICATIVE DE DEMANDES DEROGATOIRES

Cette liste se veut non exhaustive et chaque établissement fera l'objet d'études approfondies avant demande dérogatoire.

Toutefois, on peut d'ores et déjà signaler que les éléments suivants pourront faire l'objet de demandes de dérogations :

- Pour la majorité des établissements, les signalisations cheminements extérieurs sont difficilement réalisables et feront l'objet de demandes au cas par cas.
- Etablissement 3 (ECOLE HENRY) : Porche d'entrée et sanitaires adaptés aux PMR
- Etablissement 4 (ECOLE PIGNOT) : Ascenseur
- Etablissement 7 (EGLISE) : Les escaliers extérieurs (une entrée accessible aux PMR existe par ailleurs)